

5/ Les secteurs d'activité

INDUSTRIE

STAGNATION DE L'ACTIVITÉ ET RALENTISSEMENT DE L'INVESTISSEMENT

AUCUN SECTEUR N'ÉCHAPPE AU TROU D'AIR

Agroalimentaire : le CA prévisionnel de 2012 est annoncé en hausse de **+ 0,9 %** en moyenne, après + 4,8 % sur l'exercice précédent. Les carnets de commandes se sont encore un peu plus dégarnis depuis novembre dernier, avec un indicateur courant⁽⁶⁾ à - 9, après - 3.

La demande ne devrait guère évoluer à court terme, l'indicateur des commandes pour les six mois à venir étant tout juste positif à **+ 5**, contre + 12 fin 2012. Les anticipations d'activité en 2013 sont très modestes, l'indicateur avancé ressortant à **+ 27**, contre + 42 en mai 2011.

Biens intermédiaires : le CA en 2012 est prévu en hausse de **+ 1,5 %**, en moyenne, après + 9,0 % en 2011. Les carnets de commandes se sont un peu plus dégonflés en six mois, l'indicateur ayant reculé de 8 points à - 12. La tendance reste à la baisse, avec un indicateur prévisionnel des commandes à **- 4**. L'activité est pronostiquée en faible hausse en 2013, l'indicateur avancé de mai étant au plus bas depuis 2009, à **+ 29**.

Biens d'équipement : la croissance moyenne du chiffre d'affaires ne serait que de **+ 1,6 %** cette année, au lieu de + 8,2 % en 2011. Les carnets de commandes en portefeuille se sont réduits depuis fin 2011, l'indicateur courant ayant perdu 13 points, à - 9. La demande est perçue toujours en diminution, l'indicateur prévisionnel des commandes restant négatif, à **- 12**. C'est pourquoi les anticipations d'évolution de l'activité en 2013 sont mauvaises, avec un indicateur avancé pour l'année suivante historiquement faible à **+ 24**, à peine équivalent à celui de mai 2009 au sortir de la récession (+ 25).

Biens de consommation : l'activité commence à s'effriter, le CA de 2012 étant attendu en recul de - 0,2 % en moyenne, après + 2,9 % en 2011. Les carnets de commandes sont au plus bas depuis fin 2009, avec un indicateur courant à **- 30**. La demande à court terme est toujours attendue en baisse, l'indicateur prévisionnel étant négatif à **- 4**. Les prévisions d'activité à l'horizon 2013 sont très pessimistes, l'indicateur avancé étant historiquement bas à **+ 22** (+ 29 en mai 2009).

LES PMI TRÈS EXPORTATRICES⁽⁷⁾ PARVIENNENT À CONSERVER UN PEU DE CROISSANCE

Les PMI qui réalisent plus du quart de leur activité à l'exportation prévoient une hausse de + 2,7 % en moyenne de leur CA 2012, contre un simple maintien pour les "non exportatrices" (+ 0,5 %). Les premières anticipent une petite progression de la demande à court terme, avec un indicateur des commandes des six prochains mois à + 6, contre - 8 pour les dernières. En conséquence, les PMI "très exportatrices" sont assez optimistes quant à leurs perspectives d'activité en 2013 (indicateur avancé à + 44), tandis que celles qui n'exportent pas sont assez pessimistes (indicateur pour 2013 à + 19).

INDICATEURS PRÉVISIONNELS DES PMI

Solde des pourcentages d'opinions
"en hausse" moins "en baisse"

(Part des PMI concernées)	CARNETS DE COMMANDES DES 6 PROCHAINS MOIS		ACTIVITÉ EN 2013	
		TOTAL		TOTAL
"fortement exportatrices" (19 %)	+ 6	+ 44	+ 30	+ 26
"moyennement exportatrices" (21 %)	0	- 4	+ 19	
"non exportatrices" (60 %)	- 8	- 4	+ 13	
"innovantes" (54 %)	0	+ 37	+ 26	+ 26
"non innovantes" (46 %)	- 8	- 4	+ 13	

L'INNOVATION⁽⁸⁾ DONNE DE MEILLEURES PERSPECTIVES POUR 2013

Les PMI "innovantes" prévoient une progression de + 2,3 % en moyenne de leur CA pour l'exercice en cours (après + 9,1 % en 2011), contre un simple maintien en valeur nominale pour les "non innovantes" (après + 5,8 %). Les "innovantes" s'attendent à une certaine tenue de la demande à court terme, avec un indicateur avancé des carnets de commandes à l'équilibre, tandis qu'il est négatif, à - 8, pour les "non innovantes". Très logiquement, les PMI "innovantes" conservent un certain optimisme quant à l'évolution de leur activité en 2013, avec un indicateur avancé à + 37, à comparer à + 13 seulement pour les "non innovantes".

[6] Indicateur courant des carnets de commandes : c'est la différence entre les pourcentages des opinions "bien garni" et "faible".

[7] Cf. définition p. 22. [8] Cf. définition p. 22.

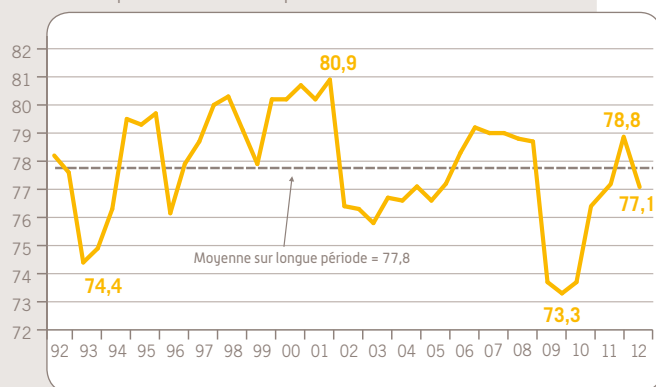
L'INVESTISSEMENT DES PMI SE STABILISE EN 2012 APRÈS UNE ANNÉE DE PROGRESSION SOUTENUE

L'indicateur courant du volume d'investissement est nul, après avoir été très positif en 2011, à + 9 en novembre et + 15 en mai.

La décélération des investissements est en ligne avec le recul du taux d'utilisation des capacités de production, qui a perdu près de 2 points en six mois. À 77,1 % en mai, il est repassé en dessous de la moyenne de long terme.

TAUX MOYEN D'UTILISATION DES CAPACITÉS INDUSTRIELLES

En % des capacités totales disponibles



Source : OSEO

Selon l'indicateur prévisionnel d'investissement pour 2012, le volume d'investissement a fortement ralenti dans toutes les branches d'activité industrielles, sauf dans l'agroalimentaire où il est en voie de stabilisation après une sensible contraction en 2011.

PRÉVISIONS D'INVESTISSEMENT DES PMI POUR 2012

PROPORTION D'ENTREPRISES PRÉVOYANT D'INVESTIR (RAPPEL MAI 2011) INDICATEUR DU VOLUME D'INVESTISSEMENT (RAPPEL MAI 2011)

Agroalimentaire	62 % (63 %) →	- 3 (- 12) ↗
Biens intermédiaires	57 % (66 %) ↘	+ 2 (+ 28) ↘
Biens d'équipement	54 % (51 %) ↗	0 (+ 7) ↘
Biens de consommation	57 % (56 %) →	- 2 (+ 10) ↘
Ensemble industrie	57 % (60%) ↘	0 (+ 15) ↘

Source : OSEO

Lecture : En mai 2012, 57 % des PMI ont engagé ou prévu des investissements sur 2012, contre 60 % en mai 2011 pour cette année-là. En termes de volume d'investissement, 31 % pensent investir plus qu'en 2011 et 31 % moins, ce qui donne un indicateur prévisionnel du volume d'investissement nul, inférieur de 15 points à celui de mai 2011.

Les entreprises exportatrices et innovantes ont des projets d'investissement en légère hausse en 2012, tandis qu'ils sont annoncés en diminution chez les autres. Ainsi, l'indicateur prévisionnel s'établit à + 6 chez les PMI "très exportatrices" et + 5 chez les "moyennement exportatrices", contre - 4 chez les "non exportatrices". De même, les entreprises innovantes ont un indicateur à + 5, au lieu de - 6 pour celles qui ne le sont pas.

L'AUGMENTATION DES EFFECTIFS EST EN FORT RALENTISSEMENT

Dans les PMI pérennes^[9], l'emploi progresse depuis fin 2010. La progression des effectifs a cependant beaucoup ralenti depuis la fin de 2011, l'indicateur courant de l'emploi ayant perdu 11 points en six mois, à + 8. À ce niveau, il se situe légèrement au-dessus de la moyenne des PME (+ 5).

D'un point de vue sectoriel, l'indicateur est le plus élevé dans les biens intermédiaires (+ 11, après + 23 en novembre) et les biens d'équipement (+ 10, contre + 17). Il est proche de l'équilibre dans l'agroalimentaire (+ 3, vs + 24) et les biens de consommation (- 4, faisant suite à + 10).

Les effectifs sont à peu près stables dans les entreprises industrielles de moins de 10 salariés (indicateur courant à - 2) et dans celles de 10 à 19 salariés (+ 4). En revanche, ils ont poursuivi leur croissance dans celles de 20 à 49 salariés (+ 12) et surtout celles de 50 à 249 salariés (+ 20).

Les effectifs ont continué de progresser dans les PMI innovantes (indicateur courant à + 10, contre + 23 en novembre) et chez celles qui exportent (+ 12, après + 27), tandis qu'ils se stabilisent chez les "non innovantes" (+ 4, après + 19) et les "non exportatrices" (+ 4 vs + 16).

Les anticipations d'évolution des effectifs en 2013 sont relativement modérées, avec un indicateur avancé à + 16, à comparer à + 28 en mai 2011. Les intentions d'embauche l'an prochain sont plus élevées dans les biens intermédiaires (indicateur prévisionnel à + 22) et plus faibles dans l'agroalimentaire (+ 4). En termes de taille salariale, seules les entreprises de 50 à 99 salariés ont des prévisions d'accroissement de leurs effectifs supérieures à celles des autres (indicateur à + 26). Enfin, les intentions d'augmentation des effectifs en 2013 sont supérieures à la moyenne chez les PMI "fortement exportatrices" (indicateur avancé à + 30) et chez celles qui innoveront (+ 22).

[9] Par construction, l'enquête ne tient pas compte des entreprises ayant disparu par liquidation, cessation simple ou absorption. A contrario, elle ne permet pas non plus de distinguer l'évolution due à des opérations de croissance externe, c'est-à-dire par absorption de tout ou partie d'autres entreprises le cas échéant.

CONSTRUCTION

ACTIVITÉ ET SITUATION FINANCIÈRE SE DÉGRADENT

L'ACTIVITÉ A COMMENCÉ À S'EFFRITER ET LES ANTICIPATIONS POUR 2013 SONT TRÈS SOMBRES

Les PME du **bâtiment** s'attendent une baisse de -0,6 % en moyenne de leur chiffre d'affaires sur l'année 2012, après une hausse de +2,9 % l'an dernier. Les carnets d'ordres sont jugés insuffisants, avec un indicateur courant à -7, contre -2 en mai 2011. Surtout, les chantiers à venir devraient continuer à se raréfier, l'indicateur prévisionnel de la demande pour les six prochains mois étant toujours très négatif, à -12. En conséquence, les anticipations pour 2013 sont vraiment pessimistes, avec un indicateur avancé d'activité à -6, à comparer à +17 pour l'ensemble des PME tous secteurs confondus.

L'activité est encore plus déprimée dans les **travaux publics**, avec une prévision de baisse de -2,2 % en moyenne du CA en 2012, succédant à une augmentation de +2,7 % en 2011. Les carnets de commandes de travaux ne sont pas trop dégarnis, l'indicateur courant ressortant à -4, au lieu de -10 en novembre. Cependant, la demande est attendue en sensible recul dans les mois à venir, avec un indicateur prévisionnel à -11. De ce fait, les PME des TP ont de fortes craintes de contraction de leur activité en 2013, avec un indicateur avancé à -10, au plus bas depuis cinq ans.

LES ENTREPRISES STABILISENT LEURS EFFECTIFS

Au cours des premiers mois de 2012, les PME du bâtiment ont maintenu leurs effectifs au niveau de fin 2011, l'indicateur courant ressortant à -1. Les entreprises des travaux publics les ont légèrement accrus, avec un indicateur d'emploi à +8.

De même, à l'horizon 2013, les PME pérennes du secteur souhaitent maintenir leurs effectifs au niveau actuel, tant dans la branche du bâtiment, avec un indicateur avancé à -2, que dans celle des travaux publics, où il est à l'équilibre.

LA SITUATION FINANCIÈRE SE DÉTÉRIORE RAPIDEMENT

La situation de la trésorerie des PME du bâtiment s'est nettement tendue au cours des six derniers mois : 48 % des entreprises indiquent des difficultés, contre 40 % fin 2011. Les anticipations d'évolution à court terme sont négatives, avec un indicateur prévisionnel de la trésorerie à -15, à comparer à -14 en novembre et +3 en mai précédent.

Dans les travaux publics, la situation de la trésorerie récente est considérée difficile par 41 % des entreprises, proportion en hausse de 3 points par rapport à novembre et de 6 points sur un an. En outre, les PME de la branche s'attendent à une nouvelle augmentation des tensions dans les mois à venir, l'indicateur avancé de la trésorerie étant très négatif à -17.

La rentabilité récente est jugée satisfaisante dans les **travaux publics**, puisque l'indicateur gagne 10 points en six mois et se trouve à l'équilibre (20 % d'opinions positives et autant de négatives). Cependant, du fait du déclin attendu de l'activité, les résultats financiers de l'exercice en cours sont pressentis en nette baisse, avec un indicateur prévisionnel de la rentabilité fortement négatif, à -25.

Dans le **bâtiment**, la rentabilité aurait déjà reculé en 2011, l'indicateur courant perdant 6 points en un an, à -18 en mai. Les résultats pourraient de nouveau diminuer cette année, l'indicateur prévisionnel pour l'exercice 2012 ressortant à -4.

COMMERCE

LA PANNE DE CROISSANCE TOUCHE DE PLEIN FOUET TOUTES LES BRANCHES DU COMMERCE

COMMERCE DE GROS : LE RALENTISSEMENT DE L'ACTIVITÉ POURRAIT RÉDUIRE UNE RENTABILITÉ PLUTÔT SATISFAISANTE

Les PME du secteur n'échappent pas à la morosité économique générale. Elles s'attendent à une forte baisse de la progression de leur CA, à + 1,7 % en moyenne cette année, au lieu de + 5,8 % en 2011. Les carnets de commandes sont peu épais, l'indicateur courant perdant 5 points en six mois, à - 16. La demande devrait encore s'affaiblir dans les mois à venir, l'indicateur prévisionnel des commandes ressortant à - 3. Les anticipations d'activité en 2013 sont donc modérées, l'indicateur avancé pour l'année suivante perdant 20 points, à + 24 seulement.

Les effectifs continuent de progresser, l'indicateur courant d'emploi ne perdant que 1 point en six mois, à + 13, soit le meilleur niveau de tous les secteurs d'activité. La tendance devrait se prolonger en 2013, avec un indicateur avancé de l'emploi à + 19, juste derrière celui des services aux entreprises (+ 23).

En mai, 31 % des PME du commerce de gros font part de difficultés de trésorerie au cours des six derniers mois, sans changement par rapport à novembre. Cette proportion est inférieure de 6 points à la moyenne des PME (37 %). Cependant, les tensions pourraient s'accroître à court terme, l'indicateur prévisionnel de la trésorerie étant négatif à - 11, contre - 8 en novembre.

Les résultats de l'exercice 2011 sont assez bien jugés, avec un indicateur de la rentabilité courante en hausse de 3 points, à + 9, le meilleur niveau sectoriel. Conséquence du tassement de l'activité, les perspectives de résultats sont moins bonnes pour l'exercice en cours, avec un indicateur prévisionnel à - 8.

COMMERCE DE DÉTAIL : LA BAISSÉ D'ACTIVITÉ AGGRAVE LES DIFFICULTÉS DE TRÉSORERIE

Pour la première fois depuis deux ans, le CA de l'année en cours est attendu en baisse, de - 0,6 % en moyenne, après une progression estimée à + 1,3 % en novembre pour l'exercice 2011. Les anticipations pour 2013 sont très maussades, l'indicateur avancé de l'activité étant tout juste positif, à + 5, au lieu de + 17 pour l'ensemble des PME.

Les effectifs des entreprises pérennes de la branche sont pratiquement stables depuis un an, après avoir sensiblement diminué de 2008 à 2010. L'indicateur courant de l'emploi s'établit à - 2 en mai, après - 3 fin 2011. Ils pourraient

toutefois être légèrement réduits à l'horizon 2013, l'indicateur avancé de l'emploi étant négatif à - 4, contre + 13 en mai 2011.

Les tensions sur les trésoreries se sont encore accentuées depuis novembre dernier, mentionnées par 47 % des entreprises (+ 4 points). La dégradation pourrait se poursuivre, l'indicateur prévisionnel demeurant très négatif à - 21, contre - 22 en novembre précédent.

Les résultats de l'exercice 2011 sont jugés assez insuffisants, l'indicateur courant perdant 5 points en un an, à - 6. L'inquiétude est forte pour l'exercice 2012, l'indicateur prévisionnel de la rentabilité s'affichant à - 20, contre - 3 douze mois auparavant.

COMMERCE ET RÉPARATION AUTOMOBILE : LA CHUTE DES VENTES LAMINE LA RENTABILITÉ

Dix-huit mois après la suppression de la prime à la casse, et un recul de - 1,0 % en moyenne du CA en 2011, les PME de la branche prévoient une accentuation de la baisse en 2012, à - 2,1 %. Les carnets de commandes se sont fortement dégonflés depuis fin 2011, l'indicateur courant chutant de 15 points en six mois, à - 47. La demande est attendue à nouveau en recul à court terme, l'indicateur prévisionnel des commandes s'affichant à - 21. Les perspectives d'activité en 2013 sont prudentes, sans excès de pessimisme toutefois, avec un indicateur avancé à + 8, à comparer à + 3 en mai 2011.

Conséquence du recul de l'activité, les effectifs ont été réduits depuis fin 2011, l'indicateur courant de l'emploi étant négatif à - 8, le plus faible de tous les secteurs d'activité. Les suppressions de postes pourraient se poursuivre l'an prochain, l'indicateur avancé étant de nouveau négatif à - 4, après + 8 en mai 2011.

Cet ajustement des effectifs a sans doute permis d'éviter une aggravation excessive des tensions de trésorerie : 40 % des dirigeants annoncent des difficultés sur les six derniers mois, contre 37 % fin 2011. Ils sont cependant très inquiets pour les mois à venir, avec un indicateur prévisionnel de la trésorerie à - 22, au lieu de - 12 en moyenne pour l'ensemble des PME.

La rentabilité dégagée en 2011 est considérée très insuffisante, l'indicateur courant ressortant à - 18, contre - 2 en moyenne tous secteurs confondus et - 10 dans la branche pour l'exercice 2010. Les anticipations pour les résultats 2012 sont très pessimistes, avec un indicateur prévisionnel à - 22.

TRANSPORTS

TOUS LES INDICATEURS SONT À LA BAISSE

L'ACTIVITÉ REPLONGE APRÈS DEUX ANNÉES DE REPRISE

Le ralentissement général des affaires se traduit bien sûr par celui de ce secteur. Après + 2,3 % en 2010 et + 6,3 % en 2011, le CA de 2012 est prévu en recul de - 1,6 % en moyenne. Les carnets de commandes encore relativement bien garnis fin 2011 se sont beaucoup amincis, l'indicateur courant perdant 15 points depuis novembre, à - 23. Ils devraient toutefois se maintenir à court terme à leur niveau actuel, l'indicateur prévisionnel se situant à l'équilibre. Les perspectives de développement de l'activité en 2013 sont cependant ténues, avec un indicateur avancé à + 7, à comparer avec + 25 en mai 2011.

Les PME des transports ont recommencé à supprimer des postes pour la première fois depuis la récession de 2008-2009 : l'indicateur courant est négatif à - 3. Cependant, les dirigeants souhaitent maintenir leurs effectifs en 2013 au vu de l'indicateur avancé, quasi à l'équilibre à + 1.

UNE SITUATION FINANCIÈRE FRAGILISÉE PAR LA FAIBLESSE DE L'ACTIVITÉ

Les trésoreries sont un peu plus tendues que fin 2011, 42 % des entreprises annonçant des difficultés en mai contre 38 % en novembre précédent. L'indicateur prévisionnel pour les mois à venir est négatif à - 12, présageant une nouvelle dégradation de l'état des trésoreries.

Les résultats de l'exercice 2011 sont estimés très insuffisants, avec un indicateur de la rentabilité récente à - 17, moins négatif toutefois qu'en mai 2011 (- 29). Du fait de la faiblesse de l'activité, les PME craignent une baisse de leurs résultats en 2012, avec un indicateur prévisionnel à - 13, contre + 7 en mai 2011.

RECHUTE DE L'INVESTISSEMENT

Après un fort développement de leurs investissements en 2011, désormais les entreprises les réduisent sensiblement, l'indicateur du volume d'investissement pour l'année en cours revenant de + 11 en novembre à - 17 en mai, niveau le plus faible de tous les secteurs d'activité après celui du bâtiment (- 21).

TOURISME

UN SECTEUR TRÈS MOROSE

L'ACTIVITÉ FLÉCHIT RAPIDEMENT

Les prévisions d'activité en 2012 sont en baisse pour la première fois depuis 2009, avec un recul attendu du CA de - 1,6 % en moyenne, faisant suite à une hausse de + 2,1 % en 2011. Les carnets de réservation, le cas échéant, sont au plus bas depuis trois ans, avec un indicateur à - 26, contre - 10 en mai 2011. La demande est perçue en repli pour les mois à venir, l'indicateur prévisionnel étant négatif à - 10. En conséquence, les entreprises anticipent pour 2013 un simple maintien de l'activité au niveau actuel, avec un indicateur avancé à + 3, contre + 28 en mai 2011.

LES EFFECTIFS SONT RÉDUITS

Les créations de postes des deux dernières années font maintenant place à une réduction des effectifs, l'indicateur courant d'emploi perdant 10 points en six mois, à - 7, soit le niveau le plus faible après celui du secteur du commerce automobile. Les contractions d'effectifs pourraient se poursuivre en 2013, l'indicateur avancé de l'emploi s'affichant dans le rouge, à - 6.

TRÈS FORTES TENSIONS SUR LES TRÉSORERIES

Les difficultés de trésorerie sont en forte augmentation, citées par 47 % des entreprises, contre seulement 21 % en novembre et 35 % en mai précédent. De ce point de vue, le pessimisme prévaut pour les mois à venir, l'indicateur prévisionnel restant toujours fortement négatif, à - 12, contre - 13 en novembre précédent.

La rentabilité dégagée en 2011 est estimée assez satisfaisante, avec un indicateur quasi à l'équilibre, à - 2, comme pour l'ensemble des PME. Les anticipations pour l'exercice en cours sont cependant très sombres, avec un indicateur prévisionnel à - 25, soit le niveau le plus bas de tous les secteurs d'activité.

VIVE CONTRACTION DES INVESTISSEMENTS

Après un léger fléchissement en 2011, les investissements sont prévus en net repli cette année, l'indicateur courant du volume d'investissement ressortant à - 16, après - 6 en novembre et + 5 en mai 2011.

SERVICES

SEULES LES ENTREPRISES INNOVANTES SONT CONFIANTES POUR 2012

SERVICES AUX ENTREPRISES : SEULES LES "INNOVANTES" CONSERVENT UN CERTAIN DYNAMISME

Les PME des services aux entreprises⁽¹⁰⁾ dans leur ensemble prévoient une augmentation de + 1,9 % de leur CA 2012, après une hausse de + 4,8 % en 2011. La décélération est beaucoup moins forte chez les entreprises "innovantes"⁽¹¹⁾ (+ 4,0 %) que chez les "non innovantes" (+ 0,2 %). Les premières sont également assez optimistes pour la poursuite du développement de leur activité en 2013, avec un indicateur avancé + 44, au lieu de + 15 seulement pour les secondes.

Les entreprises de la branche ont continué à accroître leurs effectifs au cours des premiers mois de 2012, l'indicateur courant ne perdant que 6 points en six mois, à + 12, meilleur niveau sectoriel avec celui du commerce de gros (+13). Cet indicateur est à peine supérieur chez les entreprises "innovantes", soit + 14 contre + 10 pour les "non innovantes". En revanche, celles qui innovent ont de fortes intentions de recrutement en 2013, avec un indicateur avancé à + 40, contrairement aux autres pour lesquelles il ne dépasse pas + 9.

29 % des PME des services aux entreprises ont connu des difficultés de trésorerie au cours des six derniers mois, sans augmentation par rapport à 2011, ce qui est assez exceptionnel dans la conjoncture actuelle. Les problèmes de trésorerie ont été un peu plus fréquents chez les "innovantes" (32 % vs 27 %). Cependant, les premières craignent moins une dégradation à court terme, avec un indicateur avancé de la trésorerie à - 4, contre - 13 pour les "non innovantes".

Le jugement sur les performances financières de l'entreprise en 2011 est un peu plus positif chez les "non innovantes", avec un indicateur de la rentabilité récente à + 10, que chez les "innovantes", où il est ressort à + 4. En revanche, ces dernières sont nettement plus optimistes quant à l'évolution de leurs résultats en 2012, avec un indicateur prévisionnel à + 10, que les "non innovantes" [- 7].

LES SERVICES AUX PARTICULIERS⁽¹²⁾ SONT TRÈS AFFECTÉS PAR LE RALENTISSEMENT DE LA CONSOMMATION DES MÉNAGES

Les PME de la branche prévoient un recul moyen de - 1,4 % du CA en 2012, après une croissance déjà ralentie à + 2,3 % en 2011. En outre, leurs anticipations pour 2013 sont très modérées, avec un indicateur avancé de l'activité peu élevé à + 12, au lieu de + 29 en mai 2011.

Dans ce contexte d'érosion de l'activité, les effectifs ont été stabilisés à leur niveau de fin 2011, l'indicateur courant de l'emploi ayant perdu 3 points en six mois, à + 2. Peu de créations de postes sont envisagées en 2013, selon l'indicateur avancé d'emploi tombé à + 6, enregistrant une baisse de 6 points en un an.

La fréquence des tensions de trésoreries a crû de 5 points depuis fin 2011, touchant maintenant 40 % des PME du secteur. De plus, les craintes d'un nouveau durcissement de la situation de trésorerie sont particulièrement élevées, l'indicateur prévisionnel tombant à - 24, au plus bas de tous les secteurs d'activité.

La rentabilité dégagée lors du dernier exercice est considérée assez médiocre, l'indicateur s'affichant à - 9, contre - 2 pour l'ensemble des PME. Les dirigeants s'attendent d'ailleurs à un nouveau recul des résultats cette année, avec un indicateur prévisionnel légèrement négatif, à - 4.

[10] Principaux services aux entreprises : location sans opérateur, services informatiques, recherche et développement, services rendus principalement aux entreprises (activités juridiques, comptables et de conseil de gestion, activités d'architecture et d'ingénierie, publicité, activités de nettoyage...).

[11] 45 % des entreprises des services aux entreprises figurant dans l'échantillon sont classées "innovantes" et 55 % "non innovantes". Cf. qualification des entreprises innovantes dans la méthodologie p. 22

[12] Principaux services aux particuliers : santé, enseignement, activités récréatives, artistiques et sportives, et services personnels (coiffure, blanchisserie...).